

Économie verte : dix conditions pour réussir la transition

dossier politique

19 mars 2012

Numéro 5

Conférence des Nations unies Rio+20. En juin, Rio de Janeiro accueillera la Conférence des Nations unies sur le développement durable Rio+20. Le thème phare de la conférence sera l'économie verte ou « Green economy » en anglais. La Suisse propose que, lors de cette importante conférence, l'ONU adopte une feuille de route internationale pour la transition vers une « économie verte » – une proposition qu'economiesuisse soutient également. Dans ce domaine, la Suisse peut apporter une belle contribution – selon une étude du programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), elle est le pays qui concilie le mieux la croissance et le développement durable. Si nous souhaitons que l'économie mondiale devienne plus verte, il faut commencer par créer les conditions-cadre adéquates pour éviter que la prospérité ou la croissance en pâtisse. Aux yeux d'economiesuisse, il est crucial de maintenir la compétitivité.

Position d'economiesuisse

- ▶ La Suisse est très bien positionnée en matière d'économie verte. Elle est déjà le pays qui concilie le mieux la croissance et la consommation.
- ▶ Les fondements d'une économie verte sont une combinaison de facteurs économiques, environnementaux et sociaux.
- ▶ Une économie verte implique entre autres la croissance et la promotion de nouvelles technologies.
- ▶ La Suisse doit s'engager en faveur de l'économie verte, ce qui contribuera à renforcer le positionnement de son économie.
- ▶ La Suisse doit contribuer à la Conférence des Nations unies à Rio afin que le débat sur l'économie verte soit pragmatique et non idéologique.

L'économie verte sera le thème phare à Rio

La Conférence des Nations unies sur le développement durable s'ouvre en juin 2012

► L'économie suisse sera représentée à Rio.

Le concept de l'« économie verte » est devenu un thème dominant dans nombre de forums intergouvernementaux, comme la Green Economy Initiative du programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et la Stratégie pour une croissance verte de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Il revient aussi régulièrement dans les discussions du G20. En 2012, il disposera d'une plateforme supplémentaire : « L'économie verte dans la perspective du développement durable et de la lutte contre la pauvreté » sera le thème phare de la Conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio+20), qui se tiendra du 20 au 22 juin 2012 à Rio de Janeiro. *economiesuisse* sera représentée au sein de la délégation officielle de la Confédération et défendra le point de vue de l'économie suisse. Le présent dossierpolitique reprend une publication de l'International Chamber of Commerce (ICC) parue en décembre 2011 sous le titre « Ten conditions for a transition toward a Green Economy »¹. Elle esquisse les principes et conditions nécessaires à l'éclosion d'une économie plus verte.

Le cleantech est un volet de l'économie verte

Le cleantech n'est qu'un volet de l'économie verte, mais un volet important

► 23,5 % des entreprises suisses sont déjà actives dans le domaine du cleantech.

À la demande d'*economiesuisse*, l'EPFZ a réalisé une étude sur le potentiel de la Suisse en matière de cleantech. Le cleantech est pour ainsi dire le volet technologico-économique de l'économie verte. Il revêt une importance particulière pour la Suisse si on considère l'évolution économique des industries exportatrices.

L'étude de l'EPFZ montre clairement que le cleantech bénéficie d'un ancrage solide en Suisse : Quelque 23,5 % des entreprises disposent de processus, de produits ou de modèles commerciaux pouvant être considérés comme relevant du cleantech. Non seulement l'économie suisse peut servir d'exemple, mais elle dispose d'un savoir-faire considérable pour s'investir dans des processus internationaux².

Les entreprises cleantech de Suisse se caractérisent généralement par une plus forte intensité en capital et une orientation plus marquée sur les exportations que les sociétés traditionnelles. Afin qu'elles puissent exploiter leur potentiel, il est crucial que la Suisse maintienne ses principales conditions-cadre en matière d'investissement. Une politique d'encouragement ciblée ne serait pas efficace, compte tenu de la grande hétérogénéité du secteur des cleantech.

Le Masterplan Cleantech du Conseil fédéral est un bon instrument, qui met bien en évidence les éléments clés.

¹ Document (en anglais) accessible sous http://www.iccwbo.org/uploadedFiles/10%20Conditions%20Green%20Economy_FINAL.pdf. *economiesuisse* assure le secrétariat d'ICC pour la Suisse.

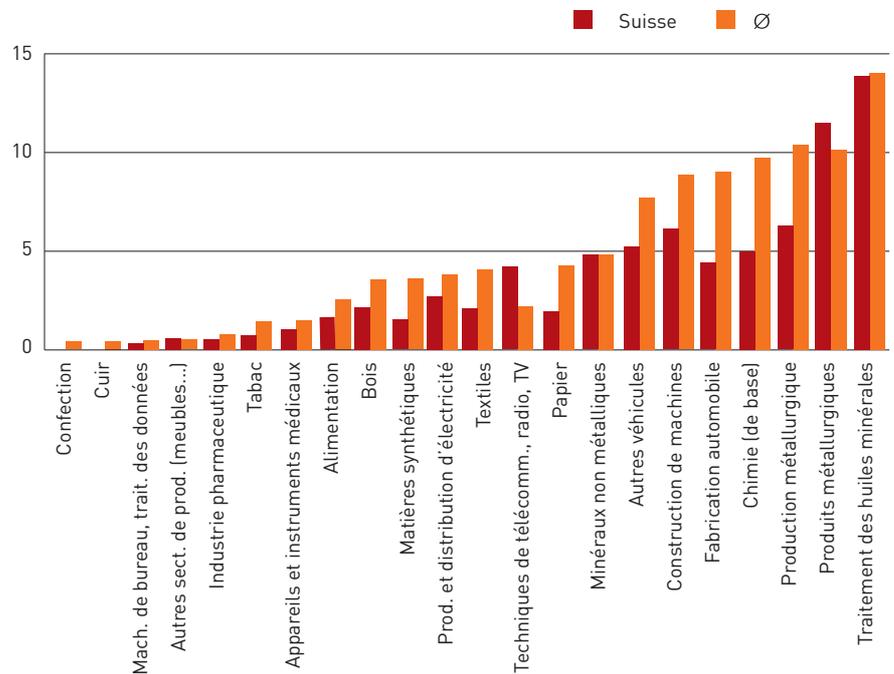
² http://www.economiesuisse.ch/fr/PDF%20Download%20Files/dp10_Cleantech_fr_f.pdf

Graphique 1

► La spécialisation de l'économie suisse dans le domaine du cleantech varie selon les branches.

Spécialisation cleantech par branche

Nombre moyen de brevets cleantech sur l'ensemble des brevets d'une branche



Source : Centre de recherches conjoncturelles de l'EPFZ, 2011

► Les priorités fixées lors de la transition vers une économie verte peuvent varier d'un secteur ou d'un pays à un autre.

L'économie verte comme leitmotiv politique**Il n'existe pas de définition uniforme**

À l'heure actuelle, des gouvernements cherchent à mieux définir le concept de l'économie verte afin de mettre en place des conditions-cadre politiques judicieuses qui encouragent la croissance économique tout en améliorant la protection de l'environnement et le progrès social. Ce terme est employé principalement par des décideurs politiques, mais il n'existe ni définition uniforme, ni indicateurs ou variables financières qui permettent de définir précisément ce qu'il recouvre. C'est pourquoi on privilégie plutôt la notion d'« économie plus verte » pour désigner les nombreux défis et opportunités à relever dans les divers secteurs et chaînes de valeur. Dans l'optique de la Conférence des Nations unies sur le développement durable Rio+20, economiesuisse et ICC utilisent l'expression « Green Economy » comme un terme générique, qui place le développement durable comme objectif vers lequel toutes les économies doivent tendre, malgré les tensions et les turbulences économiques actuelles. Si le concept a une portée globale, les priorités et les mesures nécessaires pour réussir la transition vers une économie verte varient d'un secteur, d'une chaîne de valeur à l'autre et d'un pays à l'autre.

Définition : L'économie verte est un vaste concept

Le groupe de travail sur l'économie verte de la Chambre de commerce internationale a défini ce concept de la manière suivante : Le monde économique estime que la notion d'économie verte s'appuie sur le concept plus vaste de développement durable. L'économie verte est une économie dans laquelle la croissance et la responsabilité environnementale vont main dans la main, se renforcent mutuellement et soutiennent ainsi le progrès social. Le commerce et l'industrie jouent un rôle décisif en proposant des produits, processus, services et solutions nécessaires pour réussir la transition vers une économie verte.»

Dix conditions pour réussir la transition vers une économie verte

► Concilier la recherche de bénéfices et la transition vers un nouveau système à long terme.

L'économie contribue largement à ce processus

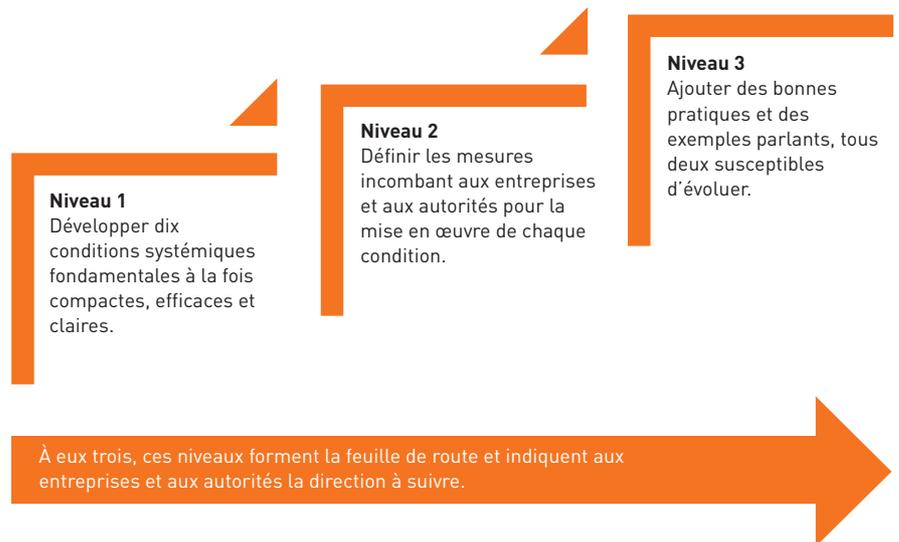
Dans une économie verte, les trois piliers que sont l'économie, la société et l'environnement doivent se renforcer mutuellement. Tous les acteurs doivent s'efforcer de concilier, à court et à long termes, la nécessaire recherche des bénéfices et la transition vers un nouveau système à long terme. La croissance économique reste indispensable pour créer à la fois des ressources et l'équité sociale. Ces deux éléments sont fondamentaux pour développer des capacités et financer les activités permettant de passer à l'économie verte.

Les entreprises du secteur privé ont déjà pris des mesures concrètes pour aller en direction d'une économie plus verte. Elles ont réduit la pollution tout au long des chaînes de valeur, accru l'efficacité énergétique, amélioré l'utilisation des ressources, investi dans des énergies émettant peu de CO₂ et pris des mesures pour réduire les déchets. Afin de partager avec les gouvernements les connaissances acquises dans ces processus, le groupe de travail sur l'économie verte d'ICC a réalisé des analyses et conduit des consultations, avec pour objectif de définir les conditions à réunir pour réussir la transition vers une économie verte. Sur la base des résultats, elle a élaboré les dix propositions présentées plus bas, lesquelles constituent le niveau 1 de la feuille de route d'ICC pour l'économie verte ci-dessous. Plusieurs exemples de bonnes pratiques mises en œuvre dans des entreprises suisses ont été ajoutés à ces réflexions (cf. les exemples de Novartis et Credit Suisse ci-après).

Graphique 2

► Les dix conditions formulées sont le premier pas vers une économie verte.

Étapes pour une feuille de route vers une économie verte axée sur le long terme



Source : ICC 2011

Les conditions à réunir pour réussir la transition vers une économie plus verte peuvent être classées en quatre groupes, comme le montre le graphique ci-après.

Graphique 3

► Les différents domaines d'une économie verte ne peuvent pas être considérés séparément.

Interdépendance des dix conditions à réunir pour réussir la transition vers une économie verte



Source : ICC 2011

Innovation sociale

1. Favoriser une prise de conscience des défis et des opportunités

Pour amorcer le changement vers une économie verte, il doit y avoir une prise de conscience de l'ampleur des défis économiques, écologiques et sociaux mondiaux, mais aussi des opportunités qui en résultent. C'est la condition pour placer les priorités au bon endroit et agir. Cela suppose une nouvelle approche dans le débat mondial. Il s'agit d'une priorité et d'un défi que les gouvernements, les organes intergouvernementaux, les entreprises, la société civile et les consommateurs doivent relever ensemble.

► Développer des compétences et des capacités entrepreneuriales.

2. Encourager la formation et les compétences

La formation est prioritaire pour la mise en œuvre de l'économie verte. Elle doit être promue par le pouvoir politique, le monde académique et l'économie privée, afin d'établir les compétences et capacités entrepreneuriales nécessaires. Les exigences à satisfaire changeront constamment sous l'effet d'une évolution scientifique et écologique continue. Une économie verte doit viser à établir les compétences nécessaires dans les disciplines MINT (mathématiques, informatique, sciences naturelles et technique), la recherche interdisciplinaire, le capital humain et naturel ainsi que dans le domaine des conditions d'existence durables et du développement de capacités.

► Il faut éviter de qualifier des emplois de « verts » et d'autres de « sales ».

3. Emploi : Conserver une vue d'ensemble

L'emploi est un élément décisif pour l'économie, l'environnement et l'évolution sociale. Une économie verte propose des emplois intéressants et promeut l'emploi à l'échelle mondiale car c'est un moyen de lutter contre la pauvreté. Des mesures politiques visant à créer des emplois « verts » ne doivent pas conduire à une baisse nette du nombre total d'emplois dans une économie. En outre, il faut éviter de distinguer des emplois « verts » et d'autres jugés « sales », car tous les emplois peuvent contribuer à rendre l'économie plus « verte ».

Économie verte : Les entreprises suisses vont de l'avant

Bien plus qu'un concept théorique, l'économie verte est une réalité pour de nombreuses entreprises. Voici deux exemples helvétiques.

Novartis Suisse : Un nouveau campus qui consomme moins d'énergie

Novartis a intégré les objectifs de la société à 2000 watts dans son projet de construction d'un campus dans l'ancienne zone industrielle de St. Johann à Bâle. Au-delà des mesures dans le domaine de la construction (isolation des bâtiments et systèmes de chauffage et d'aération modernes), le groupe pharmaceutique a misé sur le recours à des appareils énergétiquement très efficaces. Afin de supprimer toute émission de CO₂ à moyen terme, l'ensemble des bâtiments du campus seront alimentés avec de l'électricité produite grâce à des sources d'énergie renouvelables et 100 % dépourvues de CO₂. Pour plus d'informations : www.novartis.ch/campus

Credit Suisse : Une étude réalisée en collaboration avec le WWF

En 2011, le Credit Suisse a examiné, en collaboration avec le WWF et des chercheurs, le rôle des banques dans la transition vers une économie émettant peu de carbone. L'étude montre que les banques contribuent activement à cette transition et qu'elles peuvent bénéficier de nouveaux modèles commerciaux. Des mesures possibles sont la mobilisation de nouvelles sources de capital, le développement de produits régulant les risques, la mise en place de partenariats de distribution pour des marchés énergétiquement efficaces et une stratégie d'investissement active dans des biens immobiliers affichant une grande efficacité énergétique. Pour plus d'informations : www.credit-suisse.com/responsibility/fr

► Les ressources mondiales sont limitées et doivent donc être ménagées.

► La perspective du cycle de vie aide à déceler des opportunités cachées.

► Une approche flexible s'impose pour jauger les coûts et l'utilité.

Innovation écologique

4. Efficacité des ressources et découplage : « Faire plus avec moins »

Une économie verte reconnaît que les ressources mondiales sont limitées et qu'il faut en tenir compte lorsqu'on les utilise. Elle accroît l'efficacité de l'utilisation des ressources dans les flux de matériel, en appliquant le principe « faire plus avec moins » et s'efforce de tenir compte de la valeur économique du capital naturel et des services rendus par l'écosystème. À long terme, l'économie verte vise une augmentation des avantages économiques, sociaux et écologiques, afin de mettre en place un développement durable et de découpler les activités économiques et l'évolution sociale et leurs influences négatives sur l'environnement.

5. Perspective du cycle de vie : Réduire l'empreinte environnementale

Une économie verte adopte une perspective basée sur le cycle de vie, laquelle vise à réduire l'empreinte environnementale de toute activité économique. Le cycle de vie d'un produit commence avec l'approvisionnement en matières premières, se poursuit avec le développement de produits et services, la fabrication, la distribution et l'utilisation pour se terminer avec le recyclage, la récupération, la réutilisation ou la transformation. À chaque étape, il faut tenir compte des questions du coût, des avantages, de la responsabilité environnementale et des conséquences sociales. La perspective du cycle de vie contribue aussi à déceler des opportunités cachées et tient compte de conséquences imprévues, d'effets externes et de la concurrence relative à l'allocation des ressources.

Innovation économique

6. Des marchés ouverts et compétitifs sont fondamentaux

Une économie verte met l'accent sur l'importance d'une croissance durable et de l'accès à des marchés ouverts et efficaces. Pour passer du stade du concept à un système économique qui fonctionne, l'économie verte doit s'ancrer dans les marchés internationaux et mondiaux, faire ses preuves sur les marchés et se refléter dans les bilans d'entreprise. Il convient d'établir, dans l'ensemble de l'économie, des approches qui s'appuient sur des marchés prêts à valoriser la valeur ajoutée créée et sur des produits et service compétitifs tout au long de la chaîne de valeur.

7. Comptabilité et reporting : Développer de nouveaux indicateurs

Afin de rendre une économie verte opérationnelle, il faut développer des indicateurs, des principes comptables, des normes de transparence et de contrôle. Ces instruments doivent avoir un sens du point de vue économique et inclure les coûts induits par des effets externes. Cela suppose le développement, en parallèle, de mesures de la croissance verte au niveau de l'entreprise ainsi que de principes comptables et d'indicateurs macroéconomiques globaux, qui aillent plus loin que la simple mesure du produit national brut. Une approche flexible pour jauger les coûts et l'utilité est décisive pour le succès.

8. Finances et investissements : Favoriser des décisions réfléchies

Une économie verte oriente les innovations en matière de finances privées et publiques et les investissements vers le développement durable. Afin de réussir la transition, il importe de créer des conditions-cadre politiques et réglementaires qui encouragent des décisions de placement réfléchies de la part des investisseurs publics et privés. En instaurant la transparence, l'économie verte crée une nouvelle demande à l'égard de branches d'activité et de services publics innovants et responsables. De plus, elle met en place des mécanismes en matière d'engagement publics et privés axés non pas sur la pression à court terme, mais sur le développement de valeurs communes à long terme.

Autres éléments qui renforcent le processus

9. Politiques environnementale, sociale et économique et prise de décision intégrées

Une économie verte nécessite une approche globale des processus de décision. Elle intègre et jauge des stratégies politiques en fonction de priorités écologiques, sociales et économiques en évaluant les conséquences, voulues ou involontaires, des interactions entre ces stratégies qui peuvent créer des synergies ou des entraves et donc favoriser ou ralentir la croissance verte dans l'ensemble de l'économie. De ce fait, il sera indispensable de développer les bases scientifiques et de tenir compte du point de vue des groupes d'intérêt les plus divers, afin d'évaluer des options politiques et d'améliorer constamment les processus.

► Une économie verte a besoin d'un environnement stable et réglementé.

10. Gouvernance et partenariats : Utiliser de nouvelles approches innovantes

Une économie verte se fonde sur des structures de gouvernance qui permettent à tous les acteurs d'assumer les responsabilités communes. Afin que l'innovation soit possible, les structures de gouvernance aux niveaux local, régional, national et mondial doivent être coordonnées et se renforcer mutuellement. Il s'agit notamment de mettre en place des règles de commerce et d'investissement multilatérales, un environnement économique stable et réglé par des lois, y compris une protection efficace de la propriété intellectuelle, des dispositions contractuelles solides ainsi que des collectivités publiques sûres et stables. Il est décisif qu'une économie verte s'appuie sur de nouvelles bases et que celles-ci simplifient une collaboration innovante entre le monde économique, les autorités et la société civile. Cette collaboration peut prendre diverses formes, comme des partenariats public-privé, l'engagement tout au long d'une chaîne de valeur et des alliances avec le monde académique et les utilisateurs. Un acteur unique ne pourrait mettre tout cela en place seul.

► La Suisse doit apporter sa contribution afin que le débat sur l'économie verte soit pragmatique et non idéologique.

Conclusion

L'économie verte, une source de succès – également pour l'économie

Pour les entreprises suisses, l'« économie verte » est un domaine de croissance, pour autant que l'on respecte certains principes. Elle n'implique pas de tourner le dos à la croissance ou à la rentabilité. Au contraire, c'est à condition de concilier la croissance et le développement durable, qu'il sera possible de proposer des solutions à long terme sur des thèmes globaux.

La Suisse doit apporter sa contribution afin que le débat sur l'économie verte soit pragmatique et non idéologique. Cela constitue déjà un défi de taille.

Pour toutes questions :

dominique.reber@economiesuisse.ch

urs.naef@economiesuisse.ch

dominique.rochat@economiesuisse.ch